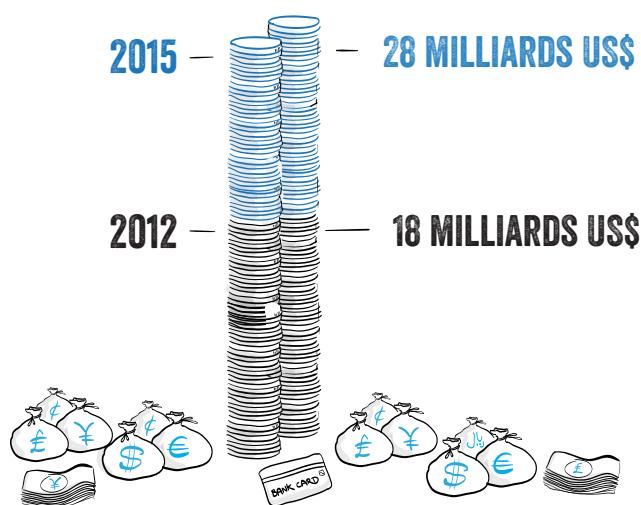


Cette note d'information étudie les tendances générales en matière de financement humanitaire : où en sommes-nous actuellement ? Où allons-nous ? Quels sont les principaux obstacles que rencontrent les ONG, et où trouver l'information ?

OÙ EN SOMMES-NOUS ACTUELLEMENT ?

Le financement de l'aide humanitaire internationale n'a jamais été aussi important. Bien que difficile à identifier, en 2015, **28 milliards USD** de fonds identifiables ont été dépensés, soit une hausse d'environ **10 milliards USD** depuis 2012.ⁱ

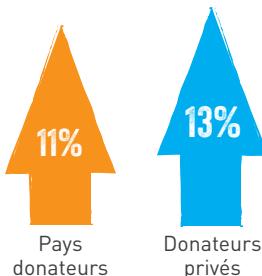


Qui distribue ces sommes ?

En 2015, les États ont donné **21,8 milliards USD**, ce qui représente 78 % de tous les flux d'aide humanitaire internationale identifiés.ⁱⁱ Seule une petite vingtaine de pays contribuent à 97 % de l'ensemble des contributions internationales des États.ⁱⁱⁱ

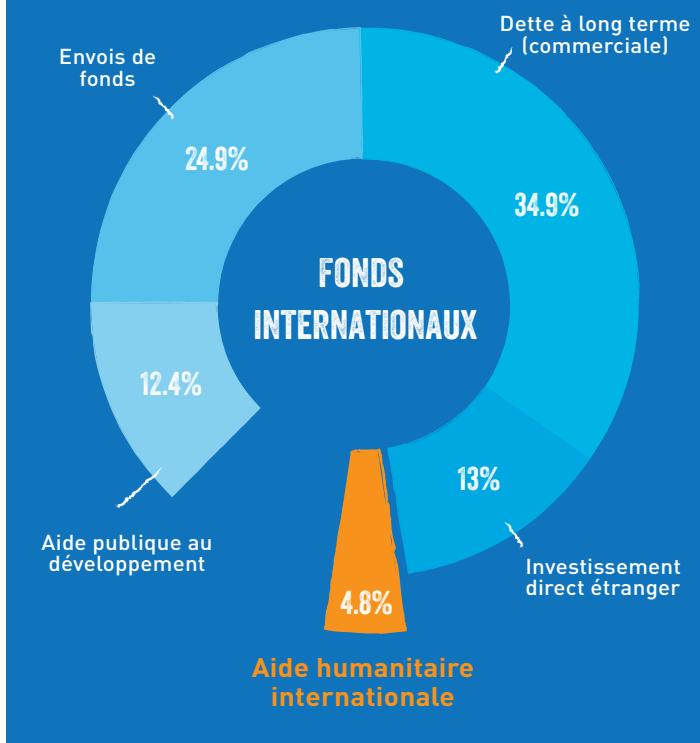
Les donateurs privés, qui incluent les particuliers, les sociétés et les entreprises, ont donné **6,2 milliards USD**.^{iv} Des donateurs privés, ce sont les particuliers qui contribuent le plus, soit en moyenne 69 % entre 2010 et 2014.^v

Globalement, le soutien des États et des donateurs privés est en hausse. Rien que l'année dernière, le financement issu des États a augmenté de 11 %, et 13 % pour les donateurs privés.^{vi}



Panorama des flux de financement de l'aide humanitaire internationale^{vii}

Les 20 pays qui reçoivent le plus d'aide en 2014 : en 2014, l'aide humanitaire internationale représentait 4 % seulement de tous les fonds internationaux qui leur sont arrivés.^{viii}



Quels sont les pays bénéficiaires ?

En 2015, des 10 pays qui reçoivent le plus d'aide, cinq se trouvent au Moyen-Orient. Les cinq plus grandes crises (Syrie, Yémen, Soudan du Sud, Irak et Soudan) reçoivent plus de la moitié du financement humanitaire attribué à des urgences précises.^{ix}

Selon leurs priorités stratégiques, les États donateurs vont privilégier certaines zones géographiques. Celles-ci sont indiquées publiquement sur leur site Web dédié à l'aide publique ou aux affaires étrangères.

À qui est-elle destinée ?

En 2014, les organisations multilatérales telles que le HCR, le PAM et l'UNICEF ont reçu 52 % des fonds provenant directement des États et des sources privées. Les ONG reçoivent directement 31 % de ces fonds. (Le financement direct et indirect sera détaillé plus loin dans ce document).^x

Les donateurs privés soutiennent plus volontiers les ONG. En 2014, 85 % des fonds issus des donateurs privés ont été adressés directement aux ONG. À titre de comparaison, les États ont donné 16 % de leur financement aux ONG.^{xi}

En 2015, les ONG dans leur ensemble ont reçu directement un total de 4,2 milliards USD de financement humanitaire sur les fonds identifiés par le Service de surveillance financière (Financial Tracking Service ou FTS) de l'OCHA. Les ONG locales et nationales ont eu un accès direct à seulement 0,4 % de l'aide humanitaire internationale.^{xii} Non seulement ce pourcentage est extrêmement

faible, mais son suivi et les informations le concernant sont également insuffisants.^{xiii} Il n'indique pas non plus la proportion de fonds reçus par les ONG au titre de bénéficiaires secondaires, un point que sera examiné plus en avant dans ce document.

Est-ce suffisant ?

Non. En 2015, les contributions aux appels coordonnés de l'ONU ont atteint seulement 55 % de leurs objectifs, le plus grand déficit jamais enregistré. Cependant, ces appels ne représentent pas l'ensemble des besoins, ni ne saisissent tous les flux d'aide humanitaire. En 2015, seul 55 % de l'aide humanitaire a été comptabilisée dans les appels coordonnés de l'ONU. Ainsi, 45 % de l'aide humanitaire qui échappe à ces appels va satisfaire, par exemple, les appels de la Croix-Rouge (FICR) ou d'autres ONG.^{xiv} Il est donc très difficile de dresser un état des lieux précis de tous les appels et déficits de financement humanitaire.

Comment ces fonds atteignent-ils les populations touchées ?

L'aide humanitaire emprunte différentes voies pour atteindre les populations touchées.

Le diagramme suivant permet d'illustrer certains des nombreux et sinués chemins qu'empruntent ces fonds avant d'atteindre les populations touchées.

DIAGRAM KEY:

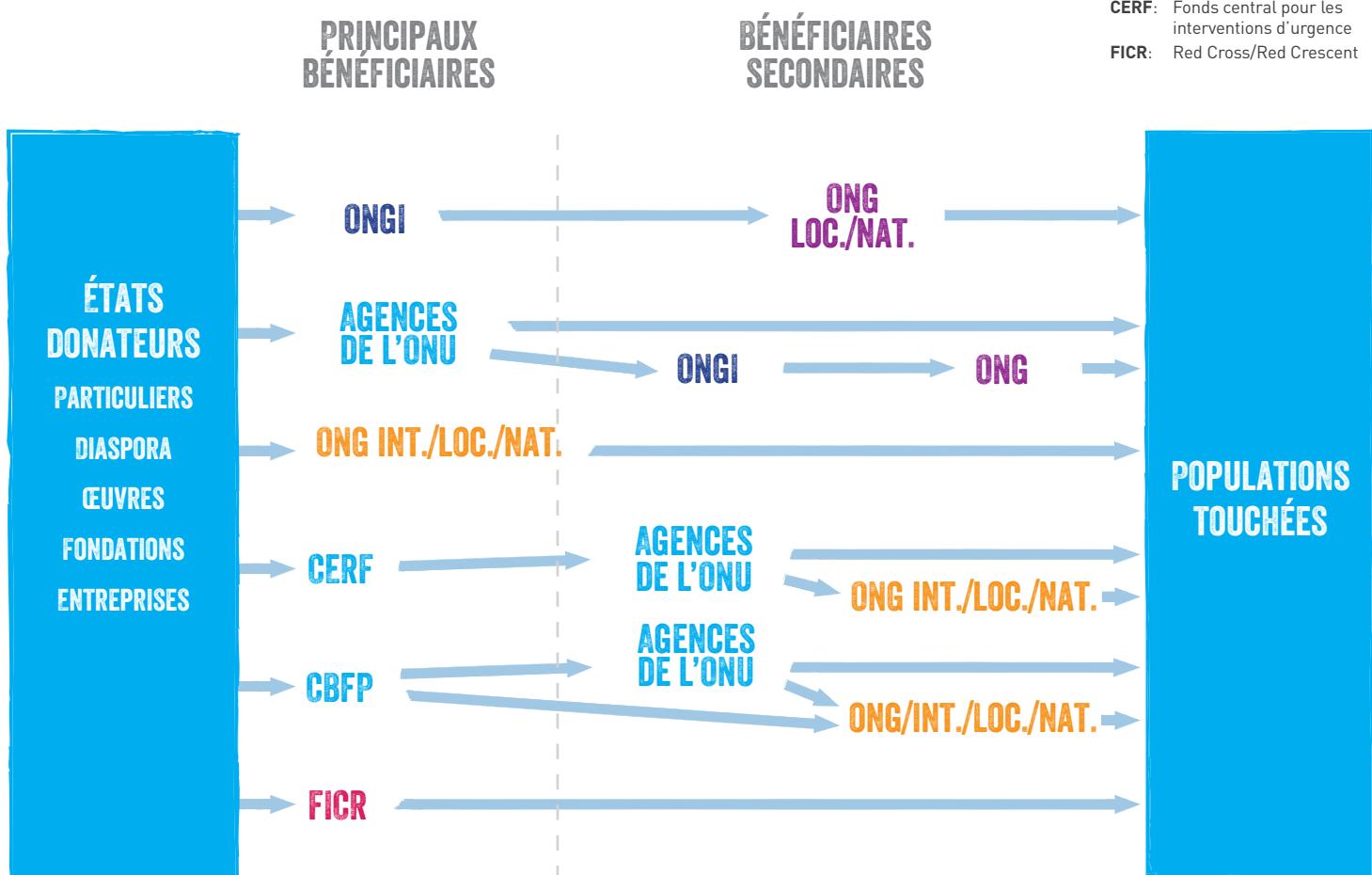
ONGI:

ONG:

CBFP: Mécanismes de fonds de financement commun pour les pays

CERF: Fonds central pour les interventions d'urgence

FICR: Red Cross/Red Crescent



Parvenons-nous à assurer un suivi efficace de tous les flux d'aide ?

Non. Le Service de surveillance financière (FTS) de l'OCHA vise à identifier précisément l'origine des flux d'aide internationale. Néanmoins, le FTS est un mécanisme qui repose sur une libre déclaration des contributions de la part des donateurs, lesquels n'en font pas toujours état. Ce mécanisme ne saisit pas l'ensemble des flux d'aide, notamment ceux issus des donateurs nouveaux, non traditionnels et privés.

De même, le FTS ne surveille que les « **bénéficiaires de premier rang** » qui reçoivent des fonds directement des États et des donateurs privés. Il ne suit donc pas les fonds

des « **bénéficiaires secondaires** » qui, eux, s'associent aux bénéficiaires de premier rang pour assurer l'aide humanitaire.

C'est pourquoi, il est actuellement impossible d'avoir une vue d'ensemble transparente de la redistribution des fonds humanitaires aux populations touchées.

Si tous les acteurs humanitaires transmettaient leurs données standards à l'initiative **IATI (International Aid Transparency Initiative)**, cela faciliterait l'accès, l'utilisation et la compréhension des dépenses d'aide et contribuerait à résoudre les problèmes.

OÙ ALLONS-NOUS ?

Quelles sont les nouvelles tendances en matière de financement humanitaire ?

LES DONATIONS DES ÉTATS

Si l'on étudie les donations des États en 2015, les membres du **CAD de l'OCDE** représentent 88 % de l'aide déclarée par les États.^{xv} Cependant, les donateurs humanitaires qui ont le plus augmenté leurs contributions sont les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Leur soutien humanitaire a augmenté de près de 500 % depuis 2011. La plupart de ces fonds sont affectés aux urgences humanitaires dans la zone du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.^{xvi}

FINANCE SOCIALE ISLAMIQUE

La finance sociale islamique et ses différents mécanismes, dont la zakât (aumône obligatoire), les sukuk (équivalents des contrats à impact social) et les waqf (type de dotation), sont considérés comme une source de financement de l'action humanitaire sous-exploitée.

Les recherches menées en 2015 par la Banque islamique de développement sur la zakât ont estimé qu'entre 232 milliards et 560 milliards USD circulent chaque année.^{xvii} Une série d'initiatives, notamment la Maybank Islamic en Malaisie, participent à la finance sociale islamique, et certaines organisations humanitaires travaillent à la mise en place de sukuk humanitaires.^{xviii}

ES MEMBRES DU CAD DE L'OCDE REPRÉSENTENT 88% DE L'AIDE DÉCLARÉE PAR LES ÉTATS

Il convient toutefois de relativiser la compréhension des différents mécanismes et processus de financement social islamique. Les donateurs et les agences humanitaires doivent entamer

le dialogue avec les universitaires, les intellectuels islamiques, les théologiens et les praticiens pour échanger leurs connaissances et améliorer les canaux entre les fonds de zakât et le système d'intervention humanitaire internationale.^{xix}

FONDS DE FINANCEMENT COMMUNS

Les fonds de financement communs sont des mécanismes de financement de plus en plus utilisés.

Les déblocages du **CERF (Central Emergency Response Fund)** ont atteint 462 millions USD en 2015.^{xx} Bien que seul l'ONU ait directement accès au CERF, ses agences s'associent souvent aux ONG pour mettre en œuvre les activités financées par ce mécanisme. S'appuyant sur l'appel du Secrétaire général à doubler le CERF pour qu'il atteigne un milliard USD, le Grand compromis a invité à étudier la question d'un accès direct au CERF par les ONG.

Les mécanismes de fonds de financement commun pour les pays (CBPF), présents dans 18 pays (en septembre 2016), sont accessibles directement par les ONG et ont atteint 883 millions USD en 2015, soit une hausse de 50 % en seulement un an^{xxi}. Le Secrétaire général a appelé à hisser à 15 % la part globale de financement humanitaire issu des appels redistribué par le biais du CBPF, ce qui multiplierait par trois le fonds actuel de ce mécanisme.

Les ONG doivent également gérer un nombre croissant de mécanismes de fonds de financement communs. Le **fonds START** (créé et géré par un consortium d'ONG) se veut une solution immédiate pour les ONG qui souhaitent accéder rapidement à un financement humanitaire. Le **réseau NEAR** étudie des solutions de fonds de financement gérés par des ONG à l'échelle locale. (*Les mécanismes de financement commun seront abordés plus en détail dans le chapitre 3*).

DIFFICULTÉS DES ONG À ACCÉDER ET À S'ORIENTER DANS LE SYSTÈME DE FINANCEMENT HUMANITAIRE

Le tableau ci-dessous est un aperçu des principaux obstacles que rencontrent les ONG dans l'accès au financement humanitaire. Bien que ces problèmes soient communs à toutes les ONG, ce sont surtout les ONG nationales et locales qui en subissent le plus leurs effets.

Principal obstacle	Réponse et solutions à envisager
Financement direct limité pour les ONG locales et nationales.	<ul style="list-style-type: none"> - Le Grand compromis prévoit un engagement à redistribuer 25 % des fonds aux ONG locales et nationales de manière aussi directe que possible d'ici 2020. Il s'engage également à concevoir un outil de suivi de l'origine des fonds, en collaboration avec le Comité permanent interorganisations (IASC). - La Charte pour le changement (C4C), une initiative menée par les ONG nationales et internationales, vise à appliquer concrètement les changements pour faciliter les interventions dirigées par des acteurs locaux. La charte se compose d'une série d'engagements qu'un nombre grandissant d'ONGI déclarent vouloir mettre en œuvre d'ici mai 2018. Un de ces engagements consiste à dépasser les 20 % de financement humanitaire aux ONG nationales. - Les mécanismes de financement commun du fonds START et le réseau NEAR multiplient les solutions d'accès rapide aux financements pour les ONG nationales.
La plupart des donateurs ont peu les moyens de gérer de nombreuses subventions et préfèrent gérer un plus petit nombre de subventions importantes.	<ul style="list-style-type: none"> - L'accent est davantage mis sur les mécanismes de fonds de financement commun (nous y reviendrons plus tard dans le webinaire). - Un nombre de plus en plus important d'ONG demandent des subventions importantes par le biais de consortiums, ce qui augmente le volume et réduit le nombre de subventions spécifiques.
Les programmes de subventions des États donateurs appliquent des règles très différentes, ce qui entraîne des obligations de rapports contraignants.	<ul style="list-style-type: none"> - Un groupe d'ONG dirigé par ICVA a lancé une initiative intitulée Less Paper More Aid (Moins de paperasse, plus d'aide) afin de mettre le doigt sur les effets de ces rapports en termes de délai, de formats et de solutions. - Le Grand compromis prévoit un engagement à simplifier et à harmoniser les rapports d'ici 2018, à réduire les obligations contraignantes et à transmettre les évaluations des capacités des partenaires. - Les progrès technologiques peuvent être mieux exploités pour rationaliser la collecte de données en vue d'élaborer des rapports ; par exemple : la solution de l'ONG Vision du Monde « Last Mile Mobile Solution (LMMS) ».
Lenteur du déblocage des fonds Les fonds de l'OCHA (ex. : CBPF) mettent en moyenne 51 jours à atteindre les ONG. Les donateurs bilatéraux peuvent également mettre plusieurs semaines, voire des mois avant de débloquer les fonds pour les ONG. Cette situation est particulièrement problématique pour les ONG locales et nationales qui peinent à faire face aux premières dépenses.	<ul style="list-style-type: none"> - Le groupe de travail sur le financement commun étudie la question et s'efforce de rationaliser et d'accélérer le processus. - Certains donateurs ont prévu une ligne de crédit « Urgences rapides » (ex. : DFID, ECHO). Cependant, les ONG doivent souvent disposer d'un siège au Royaume-Uni/dans l'Union européenne pour prétendre aux financements. - Le fonds START accorde des subventions modestes pour les urgences de petite et moyenne échelle. Les projets peuvent être sélectionnés dans les 72 heures suivant une alerte. - Certains donateurs consentent à déterminer des facteurs de modification d'une crise dans leurs programmes continus, ce qui permet d'attribuer un pourcentage donné de fonds à l'action humanitaire lorsque les éléments déclencheurs se manifestent.

POUR EN SAVOIR PLUS : retrouvez le webinaire, la vidéo et les informations complémentaires sur www.icvanetwork.org.

REJOIGNEZ ICVA pour participer aux groupes de travail et à l'élaboration des politiques de financement humanitaire.